

DOMMAGES CORPORELS DE LA CIRCULATION

Vers la réduction des délais
d'indemnisation des victimes

La réduction des délais d'indemnisation des victimes d'accidents corporels de la circulation est en vue. Par ailleurs, le marché algérien intéresse trois ou quatre compagnies d'assurance françaises.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Les délais d'indemnisation des victimes d'accidents corporels de la circulation devraient fortement se réduire. C'est ce que préconise une étude finalisée au niveau du Conseil national des assurances (CNA), en attente de validation, début 2009, et dont il a été fait état hier au siège du CNA lors d'une conférence de presse. Selon cette étude, des dommages corporels ne sont pas indemnisés plusieurs années après la survenue

de l'accident. Or, même si les textes législatifs et autres sont assez précis à ce sujet, des sinistres ne sont pas réglés dans de bonnes conditions, dans une proportion de 30%. Voire que les victimes préfèrent recourir aux procédures judiciaires qui prennent du temps sans passer, au moins volontairement, par le règlement à l'amiable. En ce sens, le président de l'Union des assureurs et réassureurs algériens (UAR), Amara Latrous, a noté la «faiblesse» de ce

type de règlement. D'où la volonté de la communauté assurantielle tant de privilégier le règlement à l'amiable que d'œuvrer à indemniser les victimes dans des délais «raisonnables». A cette fin, cette étude propose notamment de réduire le délai moyen d'indemnisation, de l'ordre de 38 mois à 15 mois. Une proposition qui s'inscrit dans le cadre des actions initiées par le ministère des Finances, l'UAR et le CNA en vue de moderniser et développer le secteur assurantiel national, concernant notamment l'indemnisation en cas de dommages matériels et la réduction du stock des sinistres non réglés. A ce propos, Amara Latrous a indiqué que sur 100 dossiers de sinistres déclarés, une vingtaine «traînent» avant d'être réglés et que le coût moyen d'un sinistre est de l'ordre de 30 000 DA.

Un chiffre d'affaires de 1 milliard de dollars en 2008

Cela étant, un secteur qui croît substantiellement, avec une production (chiffre d'affaires) de 38 milliards de dinars au premier semestre 2008, en évolution de 29,3% par rapport à l'année 2007. Une croissance qui reste encore tirée, dira le secrétaire permanent du CNA, Abdelmadjid Messaoudi, par des facteurs exogènes au secteur tels l'augmentation du parc automobile assurable et les chantiers d'investissements publics. Et d'autant que ces



Photo: Samir Sid

facteurs exogènes sont sujets à «ralentissement» et qu'il s'agit de développer les facteurs endogènes dont la diversification des produits et prestations d'assurances ainsi que l'élargissement à de nouvelles niches assurables mais inexploitées (PME, professions libérales, opérateurs même de l'informel...).

Cela étant, le secteur assurantiel devrait afficher, fin 2008, un chiffre d'affaires prévisionnel de 65,8 milliards de dinars. Soit atteindre, pour la première fois, près de un milliard de dollars, selon le président de l'UAR qui note, toutefois, que notre pays reste fortement en retard par rapport à ses voisins maghrébins. Car même si le marché algérien croît plus rapide-

ment que les marchés tunisien et marocain, il reste, cependant, plus faible en termes de monnaie nationale rapportée au dollar par rapport à ses voisins. Et cela même si ce chiffre d'affaires s'avère plus important quand il est rapporté en monnaie locale.

Le marché algérien est convoité et à l'abri de la crise

Néanmoins, le président de l'UAR a affirmé que le marché algérien est de «plus en plus convoité» par des opérateurs étrangers. Sans être plus explicite, Amara Latrous a laissé entendre que, suite au règlement du contentieux algéro-français, trois ou quatre compagnies d'assurances françaises «sont en train de réfléchir» pour s'installer dans notre pays, dès 2009.

Cette présence devrait booster la part des assureurs privés opérant dans notre pays et contribuer dans le sens de l'améliora-

tion des prestations assurantielles et le remodelage de la prise de risque d'assurance.

Et d'autant, également, que la crise financière internationale s'avère bénéfique, selon Abdelmadjid Messaoudi. Ce dernier de noter que les opérateurs intéressés par le marché algérien sont des investisseurs qui ont une stratégie d'investissement à long terme et disposeront de moyens d'amortir tous chocs dans notre pays. Voire, que notre pays est «relativement à l'abri de la crise», selon le secrétaire permanent du CNA qui observe un «renchérissement relativement modéré de la réassurance». Un renchérissement à l'international qui était attendu plus élevé, selon Abdelmadjid Messaoudi qui a constaté que nos réassureurs européens ont été moins touchés par la crise et que les dispositifs prudentiels ont fonctionné.

C. B.

SINISTRES AUTOMOBILES

Alliance Assurances a indemnisé pour 300 millions de dinars

En matière de sinistres automobiles, la compagnie privée Alliance Assurances a déjà indemnisé pour 300 millions de dinars.

Selon le P-dg de cette compagnie, Hassen Khelifati, dix mille dossiers sinistres sont traités pour un coût global de 500 millions de dinars.

Cela étant, Alliance Assurances a été créée depuis trois ans. Elle prévoit un chiffre d'affaires de l'ordre de 1,652 milliard de dinars à fin 2008, en progression de 108% par rapport à la prévision initiale et de 77% au résultat de 2007. Un chiffre d'affaires dont 62% reviennent aux assurances automobiles et risques simples et 16% aux IARD (incendies, accidents et risques divers).

Pour 2009, Alliance Assurance prévoit pas moins de 2,2 milliards de dinars de chiffre d'affaires.

C. B.

SELON UN BILAN DE LA GENDARMERIE

Dix personnes décèdent chaque jour sur nos routes

Près de 2 871 personnes sont décédées dans des accidents de la route en l'espace de neuf mois. Des chiffres effrayants.

Dix personnes en moyenne périssent chaque jour dans des accidents de la circulation, selon un rapport établi par la Gendarmerie nationale pour les neuf premiers mois de l'année en cours. Selon le même document, 18 127 accidents se sont produits, faisant 31 212 blessés, dont certains garderont des séquelles à vie, notamment physiques et psychotraumatiques.

Par rapport à l'année 2007, l'on constate une augmentation de 12,59 % du nombre de décès et de 6,53 % d'accidents. Les

pouvoirs publics et les différents corps de sécurité devront trouver des solutions pour mettre fin à cette hécatombe.

Modifié en 2004, le nouveau code de la route n'a pas atteint les résultats escomptés.

D'ailleurs, le gouvernement, par le biais du ministère des Transports, s'apprête à adopter de nouvelles mesures, notamment des sanctions à l'égard des chauffards. Une fois de plus, le rapport de la gendarmerie place le facteur humain comme premier responsable de ce

terrorisme routier. L'excès de vitesse est à l'origine de 18,77 % des accidents de la circulation, suivi par les dépassements dangereux (11,23 %), le refus de la priorité, le changement de direction non signalée, la conduite en état d'ivresse et le non-respect de la distance sécuritaire.

Des règles que les automobilistes se doivent de respecter pour préserver leur vie et celle des autres, car une fraction de seconde d'inattention peut entraîner l'irréparable.

Devant cet état de faits, le ministère des Transports a, rappelons-le, décidé de durcir les sanctions contre les contreve-

nants. Il est même question de créer, dans les prochains mois, des tribunaux spéciaux pour traiter les cas d'infraction au code de la route.

Une peine de prison allant jusqu'à quatre années pourrait être appliquée en cas de délit ayant entraîné un homicide involontaire. Le rapport de la Gendarmerie nationale place, par ailleurs, la capitale à la tête des wilayas les plus touchées par ce phénomène, avec 1 079 accidents en neuf mois, ayant fait 87 morts et 1 177 blessés, suivie de Sétif, Oran, Batna, Tlemcen et Blida.

R. M.

INONDATIONS DE GHARDAÏA ET BÉCHAR 90% des victimes déclarées indemnisées

Quatre-vingt-dix pour cent des victimes des inondations qui ont touché certaines wilayas du pays, dont GharDAïa et Bechar, ont été indemnisées. Selon le président de l'Union des assureurs et réassureurs (UAR), Amara Latrous, les particuliers et opérateurs assurés qui ont déclaré des dommages assurables ont été indemnisés.

Cela même si certains sinistres industriels restent en cours d'évaluation. Voire que, dira le président de l'UAR, certaines victimes, à Bechar notamment, n'étaient même pas assurées.

Dans ce sens, Amara Latrous a indiqué que le secteur poursuivra en 2009 une campagne de sensibilisation sur la nécessité de s'assurer

C. B.